

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.779/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 28 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un amendement du Gouvernement à l'avant-projet de "loi-programme", a donné le 4 décembre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En raison de l'urgence nécessitée par l'entrée en vigueur de ces dispositions légales dans les meilleurs délais pour permettre la réalisation, dès que possible, du projet de constitution de la société commerciale immobilière par l'État, la Sopima et la SFPI, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Portée du projet

Les articles 28 ⁽¹⁾ et 29 ⁽²⁾ de la loi-programme (I) du 20 juillet 2006 disposent que les immeubles appartenant à l'État belge occupés par les juridictions et spécialement aménagés en vue de l'exercice du service public de la justice, peuvent être vendus, apportés ou donnés en emphytéose, à la condition que la vente, l'apport ou l'emphytéose soit concomitant à la conclusion d'un bail soumis à des dispositions

⁽¹⁾ Insérant un article *2bis* dans la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux.

⁽²⁾ Insérant un article *88bis* dans l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État.

impératives en faveur de l'État (droit de renouvellement du bail) et que l'État dispose d'un droit de préemption en cas de vente du bien ou d'aliénation du droit d'emphytéose.

Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs de cette loi-programme ⁽³⁾, ces innovations s'inscrivent "en particulier, dans le cadre de l'opération, largement répercutée dans la presse, de constitution d'une société d'investissement immobilière à capital fixe (Sicafi) détenant des biens occupés par l'État". Le droit d'obtenir le renouvellement du bail, ainsi que le droit de préemption reconnus à l'État par les dispositions précitées, ont été expressément présentés dans l'exposé des motifs comme des dispositions détaillées qui protègent "de manière adéquate le service public" ⁽⁴⁾.

L'article 30 de la loi-programme (I), précitée, dispense par ailleurs l'apport des immeubles de l'État à la Sicafi de l'obligation d'approbation législative ⁽⁵⁾, ainsi que des formes de publicité ⁽⁶⁾ normalement applicables en cas d'aliénation d'immeubles domaniaux.

Le 15 septembre 2006, le Conseil des ministres a décidé d'attribuer le marché de services immobiliers pour la création de la nouvelle Sicafi à la société Cofinimmo. Par l'arrêt S.A. AXA BELGIUM et crts, n° 163.472 du 11 octobre 2006, le Conseil d'État, siégeant en référé, a ordonné la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de cette décision. Ainsi qu'il ressort de l'avis de l'inspecteur des finances du 24 novembre 2006, la décision du 15 septembre 2006 a ensuite été retirée et il a été décidé de ne pas poursuivre la procédure de marché.

⁽³⁾ Doc. parl., Chambre, 51-2517/001, p. 29.

⁽⁴⁾ Ibid., p. 32.

⁽⁵⁾ Cette obligation est prévue à l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 31 mai 1923, précitée, et à l'article 87, alinéa 3, de l'arrêté royal du 17 juillet 1991, précité.

⁽⁶⁾ Ces formes de publicité sont prévues à l'article 2 de la loi du 31 mai 1923, précitée, et à l'article 88 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991, précité.

La demande d'avis précise que la valorisation des biens immobiliers de l'État et de la Sopima ⁽⁷⁾ est maintenant prévue au travers de la constitution d'une société commerciale immobilière par l'État, la Sopima et la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (S.F.P.I.). Les deux premiers agiront en qualité de fondateurs et apporteront à la société commerciale immobilière divers immeubles ⁽⁸⁾. Les actionnaires publics céderont ensuite la majorité de leurs titres à un ou plusieurs investisseurs privés. Ce projet met en oeuvre la politique du Gouvernement visant à optimiser la gestion de son patrimoine immobilier tout en poursuivant sa politique de maintien d'un équilibre budgétaire.

Le texte en projet a pour objet d'affirmer, pour autant que de besoin, la capacité de l'État fédéral et de la Sopima à participer à la constitution de la société commerciale immobilière projetée par voie d'apport de certains de leurs immeubles⁽⁹⁾.

Le projet lève également les garanties instaurées par les articles 28 et 29 de la loi-programme (droit au renouvellement du bail et droit de préemption), en ce qui concerne les transferts, sous forme d'apports à la société commerciale immobilière projetée, des immeubles de l'État belge occupés par les juridictions et spécialement aménagés en vue de l'exercice du service public de la justice ⁽¹⁰⁾.

Enfin, le projet énonce, pour ces transferts d'immeubles, des règles identiques à celles qui sont prévues dans l'article 30 de la loi-programme (I), précitée, pour l'opération précédemment envisagée (suppression de l'obligation d'approbation législative et des formes de publicité normalement applicables en cas d'aliénation de biens domaniaux) ⁽¹¹⁾.

⁽⁷⁾ Il s'agit d'une société commerciale immobilière constituée en application de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 autorisant la Régie des Bâtiments à s'associer avec d'autres personnes morales.

⁽⁸⁾ Le Conseil d'État n'aperçoit pas par quel apport la S.F.P.I. deviendrait membre de la nouvelle société.

⁽⁹⁾ Tel est l'objet de l'article Z du projet d'amendement.

⁽¹⁰⁾ Tel est l'objet des articles Y et X du projet d'amendement.

⁽¹¹⁾ Tel est l'objet de l'article W du projet d'amendement.

Les diverses modifications envisagées devraient entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2006 ⁽¹²⁾.

Formalités préalables

Interrogé sur le point de savoir si l'accord de la Ministre du Budget avait été obtenu, le délégué du ministre a précisé que le Ministre des Finances venait de signer une demande de confirmation écrite de l'avis rendu par la Ministre du Budget lors du Conseil des ministres.

L'accord exprès de la Ministre du Budget doit être obtenu avant l'adoption du projet d'amendement, afin de s'assurer que c'est bien en cette qualité qu'elle a agi et que l'administration compétente en matière de budget est intervenue dans l'examen du projet d'amendement. L'auteur du projet d'amendement veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Examen du projet

Dispositif

Article Y

Comme l'a expliqué le délégué du ministre, les articles 28 et 29 de la loi-programme (I), précitée, ont suscité des critiques de la part d'Eurostat, qui considère que le droit de l'État au renouvellement du bail ainsi que le droit de préemption qui lui est reconnu empêchaient une valorisation budgétaire intégrale des sommes obtenues en contrepartie des immeubles cédés.

⁽¹²⁾ Tel est l'objet de l'article V du projet d'amendement.

Pour écarter cette objection, l'auteur du projet d'amendement a décidé de lever ces deux garanties (droit au renouvellement du bail et droit de préemption) pour ceux d'entre les bâtiments "occupés par les juridictions et spécialement aménagés en vue de l'exercice du service public de la justice", dont l'équipement est à ce point peu spécifique que les activités qui y sont exercées peuvent être transférées dans d'autres locaux sans compromettre la continuité du service public.

Ainsi qu'il ressort du point 3 de la "Justification" accompagnant le projet d'amendement, la portée de l'article Y est limitée à un double titre :

- cette disposition ne vise que les immeubles transférés dans le cadre limité et ponctuel du projet de constitution de la société commerciale immobilière envisagée;
- elle ne vise qu'un "nombre très réduit de bâtiments (ou parties de bâtiments) affecté(e)s à des justices de paix"⁽¹³⁾.

Toutefois aucune de ces deux limitations n'apparaît clairement dans le dispositif en projet.

La combinaison des articles Z, Y et X, en projet, semble au contraire permettre à l'État de céder, à tout moment, à la société commerciale nouvellement constituée, des immeubles occupés par des juridictions et "spécialement aménagés en vue de l'exercice du service public" et ce, sans devoir respecter les garanties expressément prévues en cette matière par les articles 28 et 29 de la loi-programme (I), précitée. Dès lors, les observations au sujet de la nécessité de garantir la continuité du service public, formulées par le Conseil d'État dans son avis 40.372/2 ⁽¹⁴⁾, valent a fortiori dans le cadre du présent projet d'amendement.

⁽¹³⁾ Le délégué du ministre précise à cet égard, que "dans le «lot» d'immeubles apportés par l'État, il existe trois immeubles (ou plus exactement «parties d'immeubles») affectés à une justice de paix".

⁽¹⁴⁾ Avis 40.372/1/2/3/4, donné les 4 et 8 mai 2006, sur l'avant-projet devenu la loi-programme (I) , précitée (observations générales sur le "Chapitre 7 - Garantie du service public et cession d'immeubles domaniaux" (Doc. parl., Chambre 51-2517/001, p. 102)).

Article X

La section de législation renvoie aux observations relatives à l'article Y, qui sont également d'application pour l'article X.

Article W

L'approbation législative anticipée prévue par la disposition en projet, vaudra pour toute opération de cession d'immeuble réalisée à l'avenir au profit de la société commerciale nouvellement constituée. Elle n'est donc limitée ni à une période déterminée, ni, a fortiori, aux seules justices de paix visées par la justification de l'amendement.

Il convient en conséquence que la portée d'une telle approbation législative soit clairement exposée dans la justification de l'amendement ⁽¹⁵⁾.

Article V

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai habituel d'entrée en vigueur des dispositions législatives.

⁽¹⁵⁾ Comparez avec la justification avancée dans l'exposé des motifs de la loi-programme (I), précitée, au sujet de l'approbation législative anticipée prévue par l'article 30 de ladite loi-programme et qui ne visait que l'opération Sicafi 2006 (Doc. parl., Chambre 51-2517/001, p. 36).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.779/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 november 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een amendement van de Regering bij het voorontwerp van "programmawet", heeft op 4 december 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"En raison de l'urgence nécessitée par l'entrée en vigueur de ces dispositions légales dans les meilleurs délais pour permettre la réalisation, dès que possible, du projet de constitution de la société commerciale immobilière par l'État, la Sopima et la SFPI, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Strekking van het ontwerp

De artikelen 28 ⁽¹⁾ en 29 ⁽²⁾ van de programmawet (I) van 20 juli 2006 bepalen dat de gebouwen die toebehoren aan de Belgische Staat en die betrokken worden door de rechtscolleges en die speciaal ingericht zijn voor het uitoefenen van de openbare dienst van het gerecht, kunnen worden verkocht, ingebracht of in erfpacht gegeven, op voorwaarde dat tegelijk met de verkoop, de inbreng of de erfpacht een huurovereenkomst wordt afgesloten ten voordele van de Staat, waarop dwingende bepalingen van toepassing zijn (recht op vernieuwing van de huurovereenkomst), en dat de Staat beschikt over een recht van voorkoop in geval van verkoop van het goed of van vervreemding van het erfpachtrecht.

Zoals blijkt uit de memorie van toelichting bij deze programmawet ⁽³⁾, passen deze vernieuwingen "met name in het kader van de in de pers uitvoerig besproken operatie tot oprichting van een vastgoedbeleggingsvennootschap met vast kapitaal (Vastgoed-BEVAK), houder van goederen bezet door de Staat". Het recht op vernieuwing van de huurovereenkomst, alsmede het recht van voorkoop, die bij de voormelde bepalingen aan de Staat toegekend zijn, zijn in de memorie van toelichting uitdrukkelijk uiteengezet als gedetailleerde bepalingen die "op voldoende wijze" de openbare dienst waarborgen ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Tot invoeging van een artikel 2*bis* in de wet van 31 mei 1923 betreffende de vervreemding van onroerende domeingoederen.

⁽²⁾ Tot invoeging van een artikel 88*bis* in het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

⁽³⁾ Gedr. St., Kamer, 51-2517/001, blz. 29.

⁽⁴⁾ Ibid. Blz. 32.

Artikel 30 van de voornoemde programmawet (I) bepaalt bovendien dat de inbreng van gebouwen van de Staat in de vastgoed-BEVAK geen wettelijke bekrachting ⁽⁵⁾ behoeft, noch de toepassing van de vormen van openbaarmaking ⁽⁶⁾ die normaal van toepassing zijn in geval van vervreemding van onroerende domeingoederen.

Op 15 september 2006 heeft de Ministerraad besloten de opdracht van onroerende diensten voor de oprichting van de nieuwe vastgoed-BEVAK aan de vennootschap Cofinimmo toe te wijzen. Bij het arrest NV AXA BELGIUM e.a., nr. 163.472 van 11 oktober 2006, heeft de Raad van State, zitting houdend in kort geding, de schorsing van de tenuitvoerlegging van deze beslissing bevolen, volgens de procedure van de uiterst dringende noodzakelijkheid. Zoals blijkt uit het advies van de inspecteur van financiën van 24 november 2006, is de beslissing van 15 september 2006 vervolgens ingetrokken en is besloten de aannemingsprocedure niet voort te zetten.

In de adviesaanvraag wordt erop gewezen dat men thans de onroerende goederen van de Staat en van de Sopima ⁽⁷⁾ te gelde wil maken via het oprichten van een vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap, door de Staat, de vennootschap Sopima en de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij (FPIM). De eerste twee zullen handelen als oprichters en zullen diverse onroerende goederen inbrengen in de vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap ⁽⁸⁾. De openbare aandeelhouders dragen vervolgens de meerderheid van hun effecten over aan een of meer privé-investeerders. Dit ontwerp geeft uitvoering aan het regeringsbeleid tot optimalisering van het beheer van het onroerend erfgoed en zet tegelijk het beleid tot handhaving van een budgettair evenwicht voort.

⁽⁵⁾ In deze verplichting is voorzien in artikel 1, derde lid, van de voormelde wet van 31 mei 1923, en in artikel 87, derde lid, van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 17 juli 1991.

⁽⁶⁾ Deze vormen van openbaarmaking zijn bepaald in artikel 2 van de voormelde wet van 31 mei 1923 en in artikel 88 van het reeds vermelde koninklijk besluit van 17 juli 1991.

⁽⁷⁾ Het gaat om een vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap opgericht met toepassing van het koninklijk besluit van 18 november 1996 waarbij de Regie der Gebouwen ertoe wordt gemachtigd zich te verenigen met andere rechtspersonen.

⁽⁸⁾ Het is de Raad van State niet duidelijk met welke inbreng de FPIM lid zou worden van de nieuwe maatschappij.

De ontworpen tekst strekt tot bevestiging, voor zover nodig, van de bevoegdheid van de federale Staat en van Sopima om deel te nemen aan de oprichting van de geplande vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap door het inbrengen van sommige van hun gebouwen ⁽⁹⁾.

Het ontwerp heft eveneens de waarborgen op die ingevoerd zijn bij de artikelen 28 en 29 van de programmawet (recht op vernieuwing van de huurovereenkomst en recht van voorkoop), wat overdrachten betreft, in de vorm van inbrengen in de geplande vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap, van de gebouwen van de Belgische Staat die betrokken worden door de rechtscolleges en die speciaal ingericht zijn voor het uitoefenen van de openbare dienst van het gerecht ⁽¹⁰⁾.

Ten slotte bevat het ontwerp voor deze overdrachten van onroerende goederen dezelfde regels als die bepaald bij artikel 30 van de voornoemde programmawet (I) voor de hierboven beoogde operatie (aanschaffing van de verplichte goedkeuring bij wet en van de vormen van openbaarmaking die normaal van toepassing zijn in geval van vervreemding van domeingoederen) ⁽¹¹⁾.

De onderscheiden beoogde wijzigingen zouden op 1 december 2006 in werking moeten treden ⁽¹²⁾.

Voorafgaande vormvereisten

Op de vraag of de Minister van Begroting zijn akkoordbevinding gegeven heeft, heeft de gemachtigde van de Minister verklaard dat de Minister van Financiën net een verzoek tot schriftelijke bekrachtiging ondertekend had van het advies dat de Minister van Begroting gegeven heeft tijdens de Ministerraad.

⁽⁹⁾ Dat wordt beoogd met artikel Z van het ontwerp van amendement.

⁽¹⁰⁾ Dat wordt beoogd met de artikelen Y en X van het ontwerp van amendement.

⁽¹¹⁾ Dat wordt beoogd met artikel W van het ontwerp van amendement.

⁽¹²⁾ Dat wordt beoogd met artikel V van het ontwerp van amendement.

De uitdrukkelijke akkoordbevinding zijdens de Minister van Begroting moet voorhanden zijn nog voor het ontwerp van amendement wordt goedgekeurd, teneinde zich ervan te vergewissen dat zij wel terdege in die hoedanigheid is opgetreden en dat de overheidsdienst bevoegd voor begroting, betrokken geweest is bij het onderzoek van het ontwerp van amendement. De steller van het ontwerp van amendement dient erop toe te zien dat aan dit voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel Y

Zoals de gemachtigde van de Minister reeds heeft uitgelegd hebben de artikelen 28 en 29 van de voornoemde programmawet (I) aanleiding gegeven tot kritiek vanwege Eurostat, die oordeelt dat het recht van de Staat om de huurovereenkomst te vernieuwen alsook het recht van voorkoop waarover hij beschikt verhinderen dat de sommen die in ruil voor de overgedragen onroerende goederen verkregen zijn volkomen te gelde worden gemaakt voor de begroting.

Om dit bezwaar te ontzenuwen heeft de steller van het ontwerp van amendement besloten beide waarborgen (recht op vernieuwing van de huurovereenkomst en recht van voorkoop) op te heffen voor die gebouwen "die betrokken worden door de rechtscollages en die speciaal ingericht zijn met het oog op het uitoefenen van de openbare dienst van het gerecht", en die dermate weinig specifieke voorzieningen hebben dat de activiteiten die aldaar uitgeoefend worden, overgebracht kunnen worden naar andere lokalen zonder dat de continuïteit van de openbare dienst in gevaar komt.

Zoals blijkt uit punt 3 van de "Verantwoording" die bij het ontwerp van amendement gaat, is de strekking van artikel Y beperkt in tweeërlei opzicht :

- deze bepaling heeft enkel betrekking op gebouwen overgedragen binnen het beperkte en welbepaalde verband van het ontwerp tot oprichting van de beoogde vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap;
- zij heeft alleen betrekking op "een zeer beperkt aantal gebouwen (of delen van gebouwen) (...) die voor vrederechten zijn bestemd" ⁽¹³⁾.

Geen van beide beperkingen blijkt evenwel duidelijk uit het ontworpen dispositief.

De combinatie van de ontworpen artikelen Z, Y en X lijkt daarentegen de Staat de mogelijkheid te geven om, op elk ogenblik, aan de nieuw opgerichte vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap, gebouwen over te dragen die betrokken worden door rechtscolleges en "speciaal ingericht zijn met het oog op het uitoefenen van de openbare dienst", zelfs zonder acht te hoeven slaan op de waarborgen die in deze aangelegenheid uitdrukkelijk geboden worden door de artikelen 28 en 29 van de voornoemde programmawet (I). De opmerkingen over de noodzaak om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen, door de Raad van State gemaakt in zijn advies 40.372/2 ⁽¹⁴⁾, gelden derhalve a fortiori in het kader van het voorliggende ontwerp van amendement.

⁽¹³⁾ De gemachtigde van de Minister stelt in dat verband : "dans le «lot» d'immeubles apportés par l'Etat, il existe trois immeubles (ou plus exactement «parties d'immeubles») affectés à une justice de paix".

⁽¹⁴⁾ Advies 40.372/1/2/3/4, gegeven op 4 en 8 mei 2006, over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de voornoemde programmawet (I) (algemene opmerkingen over "Hoofdstuk 7 - Verzekering van de openbare dienst en overdracht van onroerende domeingoederen" (Gedr. St., Kamer, 51-2517/001, blz. 102)).

Artikel X

De afdeling wetgeving verwijst naar de opmerkingen omtrent artikel Y, die eveneens gelden voor artikel X.

Artikel W

De voorafgaande goedkeuring bij wet, voorgeschreven door de ontworpen bepaling, geldt voor elke handeling van overdracht van onroerend goed die in de toekomst gesteld zal worden ten behoeve van de nieuw op te richten vastgoedmaatschappij in de vorm van een handelsvennootschap. De goedkeuring is dus niet beperkt tot een welbepaalde periode, noch, a fortiori tot alleen de vredegerechten waarvan sprake in de verantwoording van het amendement.

Bijgevolg behoort de strekking van zulk een goedkeuring bij wet duidelijk uiteengezet te worden in de verantwoording van het amendement ⁽¹⁵⁾.

Artikel V

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom afgeweken wordt van de gebruikelijke termijn voor de inwerkingtreding van wetsbepalingen.

⁽¹⁵⁾ Vergelijk met de verantwoording in de memorie van toelichting van de voornoemde programmawet (I), met betrekking tot de voorafgaande goedkeuring bij wet waarin voorzien wordt door artikel 30 van die programmawet en die enkel betrekking heeft op de operatie-Vastgoedbevak 2006 (Gedr. St., Kamer, 51-2517/001, blz. 36).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS